



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 26 JUIN 2019

MONUSCO :

Suite à la nomination de David Gressly en tant que Coordonnateur de l'ONU pour la réponse d'urgence à Ebola, François Grignon a été désigné pour le remplacer ad intérim dans ses fonctions de Représentant spécial adjoint en charge de la protection et des opérations.

Du changement également concernant le Représentant spécial adjoint, Coordonnateur résident, Coordonnateur humanitaire avec le départ de Kim Bolduc et l'arrivée de David McLachlan-Carr nommé par intérim.

Nord-Kivu :

250 enfants sortis des groupes armés dans le Nord-Kivu début mai viennent d'être réunifiés avec leurs familles avec le soutien de la MONUSCO.

Entre leur démobilisation et la réunification, les enfants ont reçu des soins médicaux et une assistance psychosociale afin de les aider à surmonter leur traumatisme. Des kits de démobilisation qui contiennent notamment des chaussures, des articles d'hygiène et des vêtements leur ont également été remis et un certificat attestant de leur démobilisation leur a été attribué.

La place des enfants n'est pas au sein des groupes armés, mais dans leur famille et à l'école. Personne n'a le droit de voler son enfance aux garçons et aux filles.

En République démocratique du Congo (RDC), nous sommes dans un pays où, grâce à l'effort conjugué des Nations Unies et des autorités nationales, on a réussi à ce que l'armée ne recrute plus d'enfants. Il s'agit maintenant d'atteindre les mêmes objectifs avec les groupes armés.

A Goma, 25 officiers et cadres des FARDC et de la PNC dont deux femmes ont reçu vendredi 21 juin des diplômes d'armuriers et de munitionnaires au camp de formation de la police à Mugunga à l'issue d'une formation organisée par le service antimines des Nations Unies, UNMAS.

Pendant 14 jours ces nouveaux diplômés ont suivi des modules qui ont porté sur la gestion des magasins d'armes et de munitions. Cette formation s'inscrit dans le cadre d'un plan national de renforcement des capacités des services de sécurité.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La section des Affaires civiles, conjointement avec la base des casques bleus de la MONUSCO de Nyanzale, a effectué une visite de terrain dans le village de Katolo, situé à 30 km au nord de Nyanzale le 24 juin dernier.

L'objectif était d'évaluer la situation de la protection des civils dans ce village touché par des conflits communautaires permanents et de sensibiliser la population locale à la coexistence pacifique. 33 personnes dont 11 femmes et des chefs locaux, des représentants de jeunes et de femmes ont pris part aux échanges.

En marge de la Journée internationale de l'enfant africain célébrée le 16 juin, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de Goma, en collaboration avec les ONG locales, a organisé vendredi 21 juin une matinée récréative avec les enfants vulnérables.

L'objectif de cette rencontre était de les sensibiliser aux droits portant protection de l'enfant. 50 enfants vulnérables, notamment des filles mineures victimes de l'exploitation sexuelle, des enfants de la rue et ceux vivant avec handicap ont participé à cette activité.

La composante police de la MONUSCO (UNPOL) de Goma a remis trois containers modifiés et électrifiés à la Police nationale congolaise. Ces espaces vont servir de postes avancés pour mieux éradiquer l'insécurité qui prévaut dans les zones périphériques de Goma.

La cérémonie de remise a eu lieu au bureau du quartier Lac-vert. Pour rappel, les quartiers Ndosho et Majengo avaient déjà bénéficié des containers modifiés et électrifiés, également donnés par la MONUSCO.

UNPOL organise actuellement une session de recyclage sur les normes de base relatives aux meilleures pratiques en matière d'enquêtes sur les violences sexuelles. La formation regroupe 20 apprenants dont cinq femmes issus des rangs des officiers de police judiciaire de la PNC et des inspecteurs de police judiciaire de l'auditorat militaire.

L'objectif général de la formation est de permettre à la PNC d'être mieux outillée en matière de normes et de techniques d'enquêtes pour faire face au phénomène des violences sexuelles en RDC. Une session similaire se tient dans les localités de Kananga, Bukavu, Bunia, Beni, Butembo, Kalemie et Uvira.

Kasaï :

L'équipe d'assistance technique et le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme ont organisé les 19 et 20 juin un atelier sur la contribution de la science médico-légale aux investigations criminelles dans la région du Kasaï. Les participants à cet atelier étaient des fonctionnaires du Parquet et de la police judiciaire venus de Mbuji-Mayi, Kinshasa, Tshikapa et Kananga.

Pour les organisateurs de l'atelier, il est important de renforcer les capacités de ces derniers, notamment pour leur apprendre comment se fait le recueil d'éléments de preuves dans les cas d'exactions et de crimes graves. Le Colonel Freddy Mukendi, président à la Haute cour militaire, qui a également pris part à cet atelier, a fait savoir que la preuve médico-légale est d'une grande importance dans l'administration de la justice. Elle permet notamment au juge d'asseoir sa conviction.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Pour sa part, la cheffe du bureau de la MONUSCO a estimé que cet atelier était important pour renforcer la collaboration des différentes entités impliquées dans la poursuite de la justice et de la gouvernance, la lutte contre l'impunité et l'éradication de la criminalité.

Equipe de pays :

En visite dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri, le nouveau Coordonnateur humanitaire et Représentant spécial adjoint du Secrétaire général par intérim, David McLachlan-Karr, était accompagné par le Chef de la Police des Nations Unies, le Général Awale Abdounasir, pour cette première visite depuis qu'il a pris ses fonctions.

M. McLachlan-Karr est arrivé la semaine dernière en République démocratique du Congo, en remplacement de Kim Bolduc, qui est partie pour de nouvelles responsabilités au Pérou.

Auparavant, M. McLachlan-Karr, qui est de nationalité australienne, était en poste en Guinée-Bissau. Face à la situation alarmante en Ituri, il a tenu à se rendre tout de suite dans le territoire de Djugu pour évaluer la situation et rencontrer des personnes récemment déplacées par les violences.

Il s'est rendu avec le Chef de la Police à Roe, où la MONUSCO a établi une base temporaire, tenue par le contingent du Bangladesh.

A proximité directe de cette base, 18 000 personnes sont actuellement rassemblées après avoir fui les violences. La délégation a échangé avec cette population en quête de protection, qui est démunie de tout : ni nourriture, ni abri, ni eau potable. Elle a également rencontré le chef de la collectivité Bahema Nord pour évaluer la situation dans cette zone.

A Bunia, M. McLachlan-Karr et le Général Awale ont également rencontré le Gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa et le Conseil de sécurité provincial, ainsi que des représentants de la société civile, pour discuter de la détérioration de la situation et de l'augmentation du nombre de déplacés ces dernières semaines. La réponse humanitaire pour venir en aide à ces déplacés se met en place, malgré de sérieux problèmes d'accès aux zones touchées.

Hier, un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) de cinq camions avec à leur bord 126 tonnes de nourriture a été escorté par la MONUSCO vers Drodro pour une distribution à plus de 77 000 personnes. 100 autres tonnes de nourriture avaient pu être acheminées en urgence il y a quelques jours dans cette localité. Une équipe d'évaluation rapide multisectorielle, composée du Programme alimentaire mondial (PAM), du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), de l'UNICEF et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, s'est jointe à l'escorte pour Drodro où elle est arrivée aujourd'hui. Cette évaluation vise à identifier les besoins humanitaires et à avoir une meilleure idée du nombre exact de populations concernées.

Le Coordonnateur humanitaire, M. McLachlan-Karr, a souligné la nécessité pour la communauté humanitaire d'agir vite face à l'extrême vulnérabilité des déplacés, notamment en matière d'assistance médicale, d'accès à

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

l'eau et à l'assainissement. Mais si l'assistance humanitaire est cruciale, la priorité reste de garantir la sécurité des populations civiles, et de permettre leur retour dans leurs villages d'origine, comme le souhaitent les déplacés.

La situation humanitaire continue à être préoccupante dans le territoire de Djugu en province de l'Ituri. Des déplacements massifs ont été signalés dans trois des cinq territoires administratifs de l'Ituri : Djugu, Mahagi et Irumu depuis début juin 2019. Le HCR est vivement alerté par les atteintes à la sécurité des civils après avoir reçu des informations faisant état de meurtres, d'enlèvements et de violences sexuelles.

De nouvelles violences enregistrées ces derniers jours dans le territoire de Djugu ont provoqué de nouveaux déplacements de population vers le Lac Albert dans les localités de Tchomia et Kasenyi. Pour la première fois depuis les attaques récentes, une équipe a pu se rendre, sous escorte de la MONUSCO, à Drodro, dans le territoire de Djugu, localité qui accueille un grand nombre de déplacés, afin de d'y mener une évaluation de la situation et des besoins. Les conditions sur place sont alarmantes. Les déplacés dorment en plein air et ont urgemment besoin d'abris, d'articles ménagers de première nécessité et de nourriture. A Bunia, le HCR soutient les autorités afin de gérer les sites de déplacés existants et trouver de nouveaux sites pour accueillir les déplacés qui arrivent en grand nombre, tout en continuant à travailler avec les communautés qui reçoivent le plus grand nombre de déplacés, avec un accent en particulier sur la protection des personnes vulnérables et des femmes à risque d'exploitation sexuelle et les abris.

En plus de la situation alarmante à Djugu, le HCR continue sa réponse d'urgence à Nobili dans la province du Nord-Kivu, près de la frontière avec l'Ouganda. Une réponse impliquant plusieurs agences onusiennes et ONGs a été mise en place, afin de répondre aux besoins de plus de 94 000 déplacés qui ont été enregistrés à Nobili et dans les localités aux alentours. Depuis début juin, le HCR a pu porter assistance à plus de 25 000 personnes déplacées et membres de la communauté hôte, en fournissant des articles ménagers essentiels et en mettant en place des comités de protection dans les localités les plus affectées. Les besoins restent énormes, notamment en termes de santé et d'eau, hygiène et assainissement.

Affaire Ntaganda : la Chambre de première instance VI rendra son jugement le 8 juillet 2019

La Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI) rendra son jugement dans l'affaire *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* lors d'une audience publique le 8 juillet 2019 à 10 heures (heure locale de La Haye), 09 heures (heure de Kinshasa), au siège de la Cour à La Haye (Pays-Bas).

Lors de l'audience, la Chambre de première instance annoncera si elle déclare l'accusé innocent ou coupable, au-delà de tout doute raisonnable, des charges portées à son encontre.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Notre priorité est la province de l'Ituri où la situation sécuritaire reste fragile dans les territoires de Djugu, Mahagi, Bunia et environs en raison de la violence qui continue de meurtrir les populations. Le dispositif de la Force a été renforcé sur place par la mise en place d'une compagnie supplémentaire et d'hélicoptères d'attaque avec un triple objectif ; il s'agit notamment de continuer d'assurer la protection des populations par une présence préventive et dissuasive ; de faciliter l'accès de l'aide aux personnes déplacées internes qui en ce moment en ont grand besoin et enfin, d'être aux côtés des FARDC qui combattent les auteurs des violences.

C'est dans ce cadre que le commandant adjoint de la Force, le Général de Division Bernard Commins, s'est rendu à Bunia le 20 juin 2019 pour rencontrer les hautes autorités civiles, militaires et religieuses dans le but de réévaluer la situation afin d'identifier les mesures militaires à prendre par la Force. Il convient de rappeler que le dispositif de la MONUSCO dans la zone est d'un millier d'hommes environ pour couvrir un territoire de plus de 65 658 km² soit l'équivalent de deux fois la Belgique.

La MONUSCO est résolue à tout mettre en œuvre pour appuyer les autorités civiles et militaires dans leur engagement à ramener la paix et la stabilité dans cette région.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire des deux semaines écoulées dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans le territoire de Beni, il convient de signaler l'attaque meurtrière lancée le 16 juin 2019 par les ADF sur la position des FARDC dans la localité de Mwalika (37 km au SE de Butembo.) De même, le 24 juin 2019 aux environs de 10h15, des assaillants Lendu ont attaqué des civils dans le village de Rule, (19 km à l'est de la base temporaire de Loda). L'action de la Force s'est poursuivie par des patrouilles coordonnées avec les FARDC en vue de restreindre la liberté d'action des groupes armés qui sévissent dans la région.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la situation reste très fragile. Toutefois, nous avons noté avec un grand intérêt le mandat d'arrêt émis contre le chef rebelle Guidon clairement identifié comme étant l'un des responsables liés aux graves violations des droits de l'homme enregistrées depuis des mois, comme le stipule le mandat émis à son encontre. La MONUSCO apportera tout son soutien aux autorités pour que l'intéressé soit appréhendé.

Dans la province du Sud-Kivu, on note que la situation est moins tendue. En plus des patrouilles de dissuasions conduites sur les différents axes, des escortes sont fournies aux personnels des sections civiles de la MONUSCO dans l'accomplissement de leurs missions de soutien. Le secteur recourt à de nombreux déploiements de petits détachements pour prévenir les menaces contre les populations.

Dans la région des Kasai, nous avons repositionné un certain nombre de nos détachements mobiles pour affirmer davantage notre présence dans les zones devenues davantage sensibles en raison des attaques récurrentes de ces derniers jours.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Au titre de la coopération civilo-militaire, les unités de la MONUSCO poursuivent dans de nombreuses localités la formation des jeunes en leur dispensant des cours d'anglais et d'informatique. Les interactions avec les leaders d'opinion, les assistances médicales gratuites et les diverses constructions d'ouvrages de distribution d'eau potable se poursuivent également.

Enfin, notre présence et nos messages ont permis la reddition de certains combattants qui, revenant à la raison, se rallient à la cause de la paix. Ainsi, durant les deux dernières semaines, un total de **25** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels un enfant soldat se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28